

## 73.03.02 Alter'NA II - investissements en faveur du secteur agroalimentaire et forestier (dans le cadre d'un instrument financier)

1. Base réglementaire PSN	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Investissements - Instrument financier
Base réglementaire : article du PSN	Article 73
Intitulé dispositif régional NAQ	<b>Alter'NA II - Investissements en faveur du secteur agroalimentaire et forestier</b>
Indicateurs de résultats associés	R.39 Développement de l'économie rurale hors des exploitations agricoles : nombre d'entreprises du secteur de l'économie rurale ayant reçu une aide pour leur développement
Indicateurs de réalisation associés	O24 Nombre d'opérations ou d'unités bénéficiant d'une aide en faveur d'investissements productifs en dehors des exploitations au titre du Feader
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p>Conformément aux préconisations de l'évaluation ex ante finalisée en mai 2022, la Région a souhaité reconduire dans le cadre du FEADER 23-27 sa garantie publique dénommée « Alter'NA II » avec pour objectif principal d'améliorer l'accès au financement pour les nouveaux investissements créateurs de valeur ajoutée et qui augmentent la résilience des exploitations.</p> <p>Le fonds de garantie proposé s'articule autour de deux axes stratégiques principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'installation et la transmission des exploitations agricoles par des agriculteurs s'inscrivant dans un dispositif d'aide à l'installation ;</li> <li>- Stimuler les investissements productifs et de diversification agricole et non agricole des Agriculteurs et entreprises agroalimentaires et forestières, engagés dans des pratiques durables et favoriser leurs débouchés.</li> </ul> <p>Le dispositif 73.03.02 cible les porteurs de projets entreprises agroalimentaires et forestières tels que définis plus bas.</p> <p>Dans le secteur agroalimentaire, il s'agit de soutenir les projets des Petites et Moyennes Entreprises (PME) dans leurs investissements permettant d'améliorer la performance économique, sociale et environnementale et la création de valeur ajoutée. Pour y parvenir, il convient de favoriser les investissements liés au stockage-conditionnement, à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles issus de l'agriculture biologique (à l'exception des produits de la pêche).</p> <p>Dans le secteur forestier, l'objectif est de moderniser les équipements et d'améliorer la mécanisation des PME d'exploitation forestière en vue de conforter la ressource forestière et de garantir la mobilisation du bois dans le respect</p>

	<p>de la sécurité au travail et des préoccupations environnementales.</p> <p>L'instrument financier fournit aux institutions financières partenaires une protection contre les pertes grâce à une garantie gratuite plafonnée à 80% du prêt octroyé, jusqu'à un montant maximum (plafonné) au niveau du portefeuille. En échange de la garantie, les institutions financières s'engagent à constituer un portefeuille de nouveaux prêts et à transférer le bénéfice de la garantie aux bénéficiaires finaux par le biais d'une réduction des taux d'intérêt et des exigences de garanties personnelles et/ou de nantissement ainsi que de l'allongement de la durée des prêts. Il doit aussi permettre de soutenir des projets plus risqués ou des bénéficiaires sans historique de crédits.</p> <p>Un montant total de 34 M€ est alloué au fonds Alter'NA II, réparti entre le FEADER au titre des interventions 73.01 et 73.03 pour un montant de 20,4M€ et un cofinancement de la Région pour un montant de 13,6M€.</p> <p>Il sera mis en œuvre à partir de 2024 sur la base d'un nouvel appel à manifestation d'intérêt pour la sélection des institutions financières partenaires et d'un nouvel accord de financement. Comme pour la précédente programmation, la gestion du fonds sera confiée au Fonds Européen d'Investissement (FEI).</p>
Date indicative de démarrage du dispositif	2024
Bénéficiaires éligibles	<p>Les bénéficiaires finaux sont les :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Petites et Moyennes Entreprises exerçant une activité de stockage-conditionnement, transformation et/ou commercialisation de produits agricoles et agroalimentaires ; et les sociétés prestataires de services dans le domaine de la transformation ou du stockage-conditionnement de produits agricoles majoritairement détenues par ces entreprises.</li> <li>- Entreprises forestières actives dans les opérations précédant la transformation industrielle du bois : <ul style="list-style-type: none"> <li>o employant jusqu'à 50 salariés,</li> <li>o dégageant jusqu'à 10 millions d'euros de chiffre d'affaires,</li> <li>o dont l'activité principale est la réalisation de travaux forestiers (exploitation et/ou sylviculture).</li> </ul> </li> </ul>
Conditions d'éligibilité	<p>Pour le secteur agroalimentaire, seuls sont éligibles les projets qui répondent de manière cumulative aux deux conditions suivantes :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- projets dédiés au stockage-conditionnement ou à la transformation et commercialisation de produits certifiés en Agriculture Biologique</li> </ul> <p>ET</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- projets de stockage-conditionnement et/ou transformation-commercialisation d'un produit agricole en produit agricole (au sens de l'article 42 du TFUE)</li> </ul>
Coûts éligibles	<p><u>Coûts éligibles :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des investissements dans des actifs corporels ou incorporels (comme par exemple : prestations de conseil, formations, prestation de maîtrise d'œuvre...), y compris la TVA ;</li> <li>- Le matériel d'occasion ;</li> <li>- Besoin en fonds de roulement. Ladite dépense admissible ne dépasse pas 30% du Montant Total du Projet et 200 000€ d'ESB au cours des trois derniers exercices fiscaux.</li> </ul> <p>Exemples de types de projets soutenus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les investissements en lien avec le stockage, le conditionnement, la transformation, le développement et la commercialisation de produits agricoles ;</li> <li>- Les investissements pour la réalisation des travaux sylvicoles et les travaux d'exploitation.</li> </ul>
Inéligibilités	<p>Sont notamment inéligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'achat de foncier ;</li> <li>- L'achat de parts sociales ;</li> <li>- Le financement des projets d'énergie renouvelable dont l'énergie produite est revendue sur le marché.</li> </ul>
Eligibilité temporelle des dépenses	<p>Les financements aux bénéficiaires finaux doivent être nouvellement octroyés (pas de refinancement d'obligations/de prêts existants).</p>
Eligibilité géographique	<p>Les financements aux bénéficiaires finaux doivent bénéficier / être utilisés sur le territoire de la région, c'est-à-dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en cas de financement d'un investissement dont la localisation peut être déterminée sans ambiguïté : le lieu de l'investissement doit se situer sur le territoire de la région</li> <li>- en cas de financement d'un investissement dont la localisation ne peut pas être déterminée sans ambiguïté, ou tout autre type de financement (tel que le financement des Besoins en Fonds de Roulement ou Actif Intangibles) : le siège ou un établissement actif du bénéficiaire final doit se situer sur le territoire de la région</li> </ul>

Ligne de partage PSR/autres dispositifs régionaux ou nationaux	Les financements aux bénéficiaires finaux ne peuvent pas bénéficier d'un financement conjoint au titre des interventions sectorielles FEAGA/OCM pour le même objet.
Ligne de partage FESI	Le FEDER est susceptible d'intervenir sous forme de subvention pour les projets de transformation et de commercialisation agroalimentaires. Dans ce cas la règle de cumul évoquée dans la section « Montants et taux maximum d'aide publique » s'applique.
Principes de sélection	Sans objet
Fonctionnement du dispositif	Mise en œuvre par les intermédiaires financiers sélectionnés
Bonifications éventuelles	Non
Montants et taux maximum d'aide publique	Sur un même projet d'investissement, les subventions publiques octroyées au bénéficiaire final et l'aide publique sous forme de l'Instrument Financier "garantie", en cumul, ne doivent pas dépasser la limite de 65% du montant total du projet (pour la garantie prise en compte de l'Equivalent Subvention Brute - ESB).
Taux de cofinancement FEADER	60%
Type de soutien	Instrument financier
Top up	Non
Co financeurs principaux/ponctuels	Région
Plancher (en dépenses éligibles)	Non
Plafonds (en dépenses éligibles)	Prêts sous-jacents plafonnés à 1 500 000 €
Modalités de versement	Définies par l'intermédiaire financier
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	Non
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	Sans objet
Règlementation aides d'Etat	Les projets agroalimentaires relèvent de l'article 42 du TFUE.  Les projets forestiers sont rattachés au Régime exempté de notification SA.107473 relatif aux aides dans le secteur forestier en lien avec le plan stratégique national de la PAC pour la période 2023-2027 (5.8 Les aides aux investissements dans les techniques forestières et dans la transformation, la mobilisation et la commercialisation des produits forestiers)
Maintien des dépenses	Non